

Pour Bagneux

Madame, Monsieur,

En ces temps de débats budgétaires au Conseil général, force est de constater que la majorité départementale, comme le gouvernement, refuse de faire le moindre geste en faveur du pouvoir d'achat des populations.

Non seulement rien n'est fait pour aider ceux qui subissent le plus cruellement la crise, mais pire, celle-ci est même utilisée pour repasser les vieux plats de l'austérité et des somptueux cadeaux au patronat. En bref, poursuivre une politique qui est à l'origine de la crise actuelle.

Ainsi, le gouvernement trouve de l'argent pour les banques, tellement d'argent qu'on tente de nous faire croire que ce sont elles les « principales victimes » de la crise.

Ainsi, le gouvernement parle de relance par l'investissement. Mais les principaux investisseurs de ce pays que sont les collectivités locales sont asphyxiés. Telle est l'hypocrisie des discours officiels.

Pour les victimes de la crise, les vraies, rien. Les oubliés de la relance, ce sont toujours les mêmes : les populations.

Ces choix injustes et insupportables pour les populations sont aussi mauvais pour le pays. Car, c'est justement en cette période, que les investissements pour les hommes, les femmes, les jeunes de ce pays, de ce département sont indispensables.

Le « plan de relance départemental » est hélas de la même veine. La majorité de droite s'entête à refuser tout soutien au pouvoir d'achat. Et pourtant dans ce département riche, il y aurait de quoi faire : remboursement à hauteur de 50 % de la carte Imagin'R, carte Améthyste accessible à partir de 60 ans, aide supplémentaire exceptionnelle pour les RMistes...

Telles sont quelques-unes des propositions que j'ai faites avec mes collègues du groupe communiste et citoyen lors du débat d'orientation budgétaire.

Des propositions urgentes et nécessaires que la droite s'obstine à refuser.

Mais, comme vous, je ne me résigne pas, je consacre toute mon énergie à faire entendre la voix de la justice dans notre département.

Avec vous, j'ai confiance


Patrick Alexanian

VOTRE CONSEILLER GÉNÉRAL



Patrick
Alexanian

**Comité de
Canton**

Je vous invite à ma première réunion du comité de canton de Bagneux qui se tiendra samedi 21 mars à 10h30, à la salle Caillat, ancienne Mairie, 1 rue de la Mairie.

Des questions de la vie quotidienne

De l'ambition pour l'école



A Bagneux, des efforts sont faits. L'éducation, l'enfance sont des priorités municipales. Mais ces efforts se heurtent hélas à une politique nationale néfaste et rejetée massivement par tous les acteurs de l'éducation nationale.

Dans les Hauts-de-Seine, un premier et important succès a été obtenu avec la baisse des subventions départementales du pôle Léonard de Vinci, la Fac Pasqua. Je suis aux côtés des jeunes, parents d'élèves, enseignants, contre les réformes rétrogrades menées par les ministres Xavier Darcos et Valérie Pécresse. Non-remplacement de milliers d'enseignants en départ à la retraite, remise en cause de la maternelle avec la non-scolarisation des enfants dès deux ans, suppression des postes surnuméraires de l'éducation prioritaire, etc. Sous couvert de «pragmatisme», le gouvernement met en place une véritable purge de l'Education nationale avec comme seul objectif de faire des économies, cela ruinant son efficacité.

L'enseignement supérieur n'est pas en reste lui non plus !

«Masterisation» de la formation des enseignants, qui réduit comme peau de chagrin la formation professionnelle et pédagogique, pilotage politique et économique de la recherche, financement sur contrat à court terme, remise en cause des statuts des enseignants-chercheurs avec comme conséquence le développement de la précarité...

Le gouvernement doit cesser ce jeu de massacre de notre système éducatif.

Logement : répondre aux besoins

A Bagneux, tout comme dans l'ensemble du département, le logement est l'une des questions prioritaires de la population : dans notre région c'est plus de 350 000 demandeurs de logements sociaux, 80 000 dans le département dont 1900 dans notre ville.

Pour permettre l'exercice véritable du droit au logement, dans un environnement que l'on a choisit, il est urgent que le département change radicalement sa politique. 15 villes sur 36 refusent de respecter le seuil de 20 % de logements sociaux. Ces villes préfèrent payer l'amende plutôt que de servir l'intérêt général. Une amende qui est même considérablement réduite pour certaines villes, comme cela a été scandaleusement le cas pour Neuilly-sur-Seine.

Le groupe communiste et citoyen fait des propositions : arrêter la vente des logements sociaux, pénaliser les villes qui ne respectent pas la loi, augmenter le budget départemental pour atteindre l'objectif de 5 500 constructions neuves par an de logements sociaux (PLUS et PLAI).

Ce qui non seulement permettrait d'aider à s'attaquer à la crise du logement dans la région, mais serait aussi un bon plan de relance de l'économie.

POUR UNE AIDE HUMANITAIRE en faveur de la population civile de la bande de Gaza :



Veillée pour la paix le 17 janvier 2009 à Bagneux

« Suite à l'opération militaire d'envergure déclenchée le 27 décembre par les autorités israéliennes, les conséquences humanitaires sont d'une extrême gravité pour la population civile de la Bande de Gaza.

L'intervention militaire, comme le blocus, favorise les extrémismes des deux camps. Notre collectivité ne peut rester à l'écart du mouvement d'aide humanitaire et s'honorerait en apportant, dans les meilleurs délais, son soutien aux actions d'aide d'urgence menées par les organisations humanitaires. »

Séance du Conseil général du 6 février 2009

Quelle place donnée aux jeunes dans le 92 ?



même le mot «jeunesse»! Et cela dans un département qui au fil du temps a vu le budget consacré aux jeunes dégringoler.

Une fois encore le risque est grand de voir ces «initiatives» masquer une politique en régression pour les jeunes du 92.

Beaucoup dépend maintenant des jeunes.

« Il y a un an, à grand renfort de communication, le Conseil général décidait d'organiser «les Assises départementales de la jeunesse». On allait voir ce qu'on allait voir... Des rencontres seraient organisées, et une «synthèse» serait faite pour affirmer des priorités d'engagement.

Où en sommes-nous? Après 6 mois de blanc, l'organisation de quelques rencontres dans le département a -enfin- été proposée. Un questionnaire, un blog sont proposés. Mais nous sommes très loin des ambitions affirmées.

Au contraire, aujourd'hui, on parle plus volontiers de «rationalisation» des dépenses en direction des jeunes. Pire même, le document d'orientation budgétaire ne cite pas

Les jeunes subissent de plein fouet la crise, ils sont parmi les plus en difficulté. Ils méritent une priorité d'engagement du Conseil général. Dans ce département le plus riche de France, c'est bien le moins que l'on peut attendre.

C'est avec cette conviction que je m'engage pour les jeunes de notre ville. En leur donnant rendez-vous, pour mettre en débat des propositions pour la jeunesse, en les appelant à intervenir pour se faire entendre... »

Elections européennes

Je suis intervenu pour une liste commune de tous les anti-libéraux aux élections européennes de juin prochain.

Je participerai à Bagneux le 2 avril à un meeting du Front de gauche avec Francis Wurtz, président du groupe confédéral de la Gauche Unitaire Européenne - Gauche Verte Nordique au Parlement européen.

Pour la ligne 4 à Bagneux : je m'adresse au Préfet

« Monsieur le Préfet pouvez-vous nous préciser les modalités de financement du prolongement de la ligne 4 à Bagneux, ainsi que le calendrier de cette opération ? Je souhaite que l'Etat prenne ses responsabilités pour qu'une politique ambitieuse soit engagée concernant les transports collectifs sur notre territoire. »

Séance du 27 juin 2008

Pour la DSU (Dotation de Solidarité Urbaine) :

« Accentuer les inégalités sociales et territoriales sera la principale conséquence de cette réforme. Dans un département aussi inégalitaire que le nôtre, cette réforme est dramatique et profondément injuste. Le Conseil général doit demander l'abandon de cette réforme de la DSU inscrite dans le projet de loi de finances 2009. »

Séance du 24 octobre 2008

« Si un premier succès a été obtenu, la vigilance reste de mise. L'annonce stupéfiante de la suppression de la taxe professionnelle est un nouveau et énorme coup contre les villes. En s'attaquant aux villes, on casse les acteurs nationaux les plus actifs pour la solidarité entre les populations et les investisseurs les plus importants du pays. »



CG92/Jean-Luc DOLIVAIRE

Mes interventions

Patrick Alexanian au Conseil général.

- ➔ **SOUTIEN AUX CLUBS DE PREVENTION DES HAUTS-DE-SEINE**
Nous sommes intervenus pour que les associations de prévention soient enfin reçues par Patrick Devedjian, pour que leurs demandes soient étudiées et financées.
- ➔ **NON A LA DELOCALISATION DU SETRA**
Contre ce projet gouvernemental de délocalisation du SETRA à Sourdon sans aucune concertation avec les salariés.
- ➔ **CONTRE LA PRIVATISATION DE LA RESTAURATION SCOLAIRE**
Les élus communistes et citoyens s'opposent à la privatisation de la restauration dans les collèges voulue par la droite départementale. Nous demandons un état des lieux de la restauration scolaire, et un bilan/évaluation des premiers passages au prestataire privé.
- ➔ **POUR L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**
Conseiller général, services municipaux et services généraux, se sont réunis pour analyser ensemble les partenariats possibles pour les nombreux projets de la ville.
- ➔ **POUR UN SOUTIEN DU MONDE CULTUREL**
Nous demandons au Conseil général de soutenir les lieux de création et de diffusion culturels et de développer des actions de médiation culturelle.
- ➔ **POUR UN PLAN DE RELANCE DE LA CONSOMMATION POPULAIRE**
Les élus communistes et citoyens souhaitent que l'Etat s'engage dans un plan de relance de la consommation et que le Conseil général y prenne toute sa part en redéployant ses moyens.

Soutien aux associations

Le soutien aux associations est une de mes préoccupations constantes et nécessite de nombreuses interventions au cas par cas ou plus générales en séance publique du Conseil général. Ainsi, par exemple, lors de la séance du 24 octobre 2008 au Conseil général des Hauts-de-Seine, je suis intervenu pour une meilleure prise en compte des besoins des associations du département. Avec mes collègues du groupe communiste et citoyen, je souhaite que la vie associative soit plus reconnue et entendue, et évidemment plus aidée, à la mesure de leur place dans la vie de nos concitoyens.



Avec Marie-Hélène Amiable, notre Députée-Maire, lors d'une rencontre de quartier

Pour cela, j'ai demandé que des mesures soient prises pour que les votes des subventions ainsi que leurs paiements soient accomplis en temps et en heure. De plus, j'ai demandé la suppression du critère de « première demande de subvention ». Avec ce critère, toutes nouvelles demandes de soutien financier sont refusées. Pourtant, les jeunes associations ont besoin d'être soutenues et encouragées dans leurs actions.

J'ai également demandé que les dates de dépôt des dossiers soient modifiées, afin que la constitution de dossier ne soit pas demandée pendant les périodes de vacances.

Vous pouvez compter sur mon engagement aux côtés des associations Balnéolaises pour leur apporter tout mon soutien.

Grâce au travail en cours avec les associations, des résultats sont obtenus. Ils méritent encore d'être amplifiés.



Forum des associations le samedi 31 janvier 2009

Pour plus d'informations, vous pouvez consulter mon blog :

<http://patrickalexanian.typepad.fr/>

Pour être informés des actualités et dossiers du département, retournez nous le coupon ci-dessous à l'adresse suivante : **Mr Patrick Alexanian**
Mairie de Bagneux - 57 avenue Henri Ravera - 92220 Bagneux

Nom :

Prénom :

Adresse :

Mail :

Tel :

Sujet d'intérêt :

Vous pouvez également me contacter par courriel : patrick.alexanian@mairie-bagneux.fr